

BRÈVES ÉCONOMIQUES Service économique régional de Canberra

Le Service économique régional (SER) de Canberra est heureux de partager les brèves Australie, Nouvelle-Zélande, Pacifique du 10 au 17 octobre 2025.

À Retenir

- Australie : Jim Chalmers, le Trésorier, annonce la refonte du projet fiscal sur les fonds de pension
- Nouvelle-Zélande : L'épargne des ménages progresse au deuxième trimestre 2025
- Pacifique : Croissance de 4,6 % du secteur hôtelier et touristique fidjien au T2 2025

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

Australie

4,5%

Taux de chômage en
septembre 2025

Le taux de chômage a augmenté en septembre 2025, atteignant 4,5 % après 4,3 % en août, son plus haut niveau depuis novembre 2021. Le taux de participation est resté stable à 67,0 %, tout comme le taux d'emploi, inchangé à 64,0 %. L'emploi à temps partiel a légèrement progressé (+6 000 postes), une hausse portée par l'emploi des femmes (+19 000), tandis que l'emploi des hommes a reculé (-13 000). Face à ce ralentissement du marché du travail, les marchés anticipent désormais une baisse des taux directeurs de la RBA dès le mois prochain. [ABC](#), [ABS](#)

RETOUR SUR

Le 16 octobre, le Comité des Conseillers du Commerce Extérieur (CCE) s'est réuni à Sydney, dans les locaux de Glencore. L'objectif était de faire le point sur les enjeux des minerais critiques, en particulier dans le cadre de la venue du DIAMMS (Délégation interministérielle aux approvisionnements en minerais et métaux stratégiques) à Sydney et du salon IMARC qui aura lieu du 21 au 23 octobre.

Lors de la réunion, les intervenants (Russell Scrimshaw, ancien président exécutif de Peak Rare Earths et Peter McKerracher, co-directeur du secteur énergie, ressources et développement durable chez Barrenjoey) ont non seulement rappelé la domination chinoise dans le raffinage des terres rares, la Chine contrôlant environ 90 % de la capacité mondiale de séparation et de raffinage, mais aussi le retard accumulé des autres régions en la matière, notamment les pays occidentaux.

Ils ont souligné que des cadres législatifs récents, comme la loi australienne de 2025 introduisant des incitations fiscales pour le raffinage local des minerais critiques, commencent à corriger ce déséquilibre. Le gouvernement fédéral a mis en œuvre d'autres initiatives comme des prêts pour les raffineries australiennes ou encore la création d'une réserve stratégique de minéraux critiques à l'horizon de fin 2026.

En particulier en Australie, d'importantes réserves de minerais critiques dans le Nord et l'Ouest offrent des opportunités de développement local. Les intervenants ont aussi évoqué des faiblesses structurelles, telles que le coût élevé du travail, le niveau de soutien public aux industries clefs, ou le coût et la fiabilité de l'énergie. Enfin, ils ont souligné que la Chine, en maintenant des prix bas sur certaines parties du cycle même à perte, pourrait retarder l'émergence de nouveaux acteurs compétitifs.



AUSTRALIE

Les exportations d'or atteignent un niveau record

L'Australie a exporté 47 Md AUD d'or en 2024-25, soit une hausse de 42 % en un an. Le pays reste le deuxième producteur aurifère mondial, derrière la Chine. Cette bonne performance s'explique par l'augmentation de la production grâce à des progrès techniques et de nouveaux projets de développement ainsi que par la hausse du prix de l'or, qui a doublé depuis 2020. D'ici 2026-27, la production annuelle devrait augmenter de 67 tonnes, soit une hausse de 20 %. L'incertitude liée à la conjoncture internationale a encouragé la demande en or, dont l'once a atteint 4 000 USD en octobre. L'industrie prévoit une poursuite de cette dynamique avec des exportations atteignant 60 Md AUD en 2025-26, soit une hausse de 28 % en un an. L'industrie aurifère contribue désormais à hauteur de 2 % du PIB. Les bonnes perspectives internationales de l'or australien contrastent avec les trajectoires des autres secteurs de l'industrie minière : les revenus du fer, première ressource du pays, devraient reculer de 15 Md AUD en deux ans.

[Discovery Alert](#), [Reuters](#)

La RBA plaide pour une modération des salaires

La Banque de réserve d'Australie estime que les travailleurs devront accepter une progression salariale plus modérée afin de contenir l'inflation. En août, la RBA a abaissé son hypothèse de croissance de la productivité en 2026 de 1 % à 0,7 % en glissement annuel. Selon sa cheffe économiste, Sarah Hunter, cette faiblesse limite la croissance soutenable des salaires à environ 3,2 % par an, contre 3,5 % auparavant. Au-delà, le risque serait de raviver les tensions inflationnistes. Les syndicats rejettent cette approche, rappelant que les salariés n'ont pas bénéficié des gains de productivité depuis plus de vingt-cinq ans. Le patronat, de son côté, appelle à lier les hausses de salaires à des gains de productivité. [AFR](#)

Le gouvernement fédéral lance un nouveau cycle de financement de 2 Md AUD pour le programme Hydrogen Headstart

Le deuxième cycle du programme Hydrogen Headstart géré par l'ARENA est désormais ouvert. Il fournira jusqu'à 2 Md AUD de soutien à des projets à grande échelle dans le domaine de l'hydrogène renouvelable. Le nouveau cycle s'appuie sur les enseignements tirés du premier cycle. L'accent sera davantage mis sur le soutien aux projets qui ciblent des cas d'utilisation hautement prioritaires. L'ARENA lance un appel à projets visant à réduire le coût de la production d'hydrogène renouvelable par la construction et la conception innovantes d'usines afin de réduire les coûts d'investissement, l'amélioration de l'efficacité des électrolyseurs, la prise en compte d'un fonctionnement flexible et d'autres méthodes permettant de réduire le coût de l'électricité renouvelable, et l'amélioration des infrastructures d'utilisation finale.

[DCCEEW](#)

Le prix du carbone pourrait tripler dans le cadre du plan climatique 2035

Le coût de la mise en conformité avec la politique phare du gouvernement Albanese en matière de réduction des émissions pourrait être multiplié par plus de trois d'ici la fin de la décennie si le gouvernement fédéral veut atteindre l'objectif climatique maximum pour 2035 de 70% de réduction d'émissions. Dans le cadre du *Safeguard Mechanism* mis en place par le gouvernement, plus de 200 grands émetteurs dans les secteurs minier, pétrolier et gazier, manufacturier, des transports et des déchets sont tenus de réduire leurs émissions de 4,9 % par an, soit par des réductions directes, soit par l'achat de crédits carbone. Le *Safeguard Mechanism* devrait faire l'objet d'un réexamen en 2026. Les compensations, appelées « Australian Carbon Credit Units » (ACCU), sont actuellement évaluées à environ 35 AUD par tonne de carbone et devraient atteindre en moyenne 50 à 80 AUD d'ici 2035 dans le cadre de la mise en œuvre des politiques actuelles. Cependant, selon des analystes du marché de l'énergie, le prix des ACCU pourrait dépasser les 100 AUD la tonne d'ici 2030, si les réformes nécessaires à entreprendre s'alignent sur la borne supérieure du nouvel objectif gouvernemental de réduction des émissions, compris entre 62 et 70 %. [AFR](#)

Le Trésorier Jim Chalmers annonce la refonte du projet de fiscalité des fonds de pension

Le Trésorier a annoncé une refonte du projet de hausse de la fiscalité des plus-values pour les comptes de superannuation supérieurs à 3 M AUD, initialement bloqué au Parlement. La réforme vise à rendre le dispositif plus équitable et politiquement acceptable. Les principaux changements prévoient d'indexer le seuil de 3 M AUD à l'inflation. La réforme introduit également une imposition limitée aux gains effectivement réalisés sur les investissements : autrement dit, la taxation des plus-values non réalisées serait supprimée. Un nouveau taux de 40 % serait appliqué aux comptes dépassant 10 millions AUD, touchant environ 8 000 détenteurs. Parallèlement, le crédit d'impôt sur la contribution des salariés modestes à leur compte de superannuation passera de 310 à 810 AUD, augmentant les futures retraites d'environ 15 000 AUD pour les travailleurs gagnant jusqu'à 45 000 AUD par an. Le gouvernement prévoit une mise en œuvre à partir de juillet 2026. Cette révision devrait générer légèrement moins de recettes à court terme, mais offrirait davantage de stabilité et de prévisibilité budgétaire à long terme. [ABC News](#)

Matt Comyn reconduit : la Commonwealth Bank mise sur la stabilité

La Commonwealth Bank of Australia a confirmé que son directeur général, Matt Comyn, restera à la tête de la banque au moins jusqu'en 2028, assurant ainsi la continuité de la direction de la plus grande banque du pays. Cette annonce intervient dans un contexte de fortes turbulences pour le secteur financier australien, marqué par des taux d'intérêt volatils, une pression sur les marges et la montée en puissance des fintechs. Sous la direction de Comyn, la banque a mené un vaste programme de transformation numérique, modernisant ses services en ligne et ses outils de gestion pour les particuliers et les entreprises, tout en maintenant une

approche prudente en matière de gestion des risques. La prolongation de son mandat envoie également un signal positif aux investisseurs et aux marchés, renforçant la confiance dans la stabilité et la stratégie à long terme de la banque. [Reuters](#)

NOUVELLE-ZELANDE

L'épargne des ménages progresse au deuxième trimestre 2025

L'épargne des ménages néo-zélandais a progressé de 1,3 % au deuxième trimestre 2025, grâce à une hausse du revenu disponible net (+1,9 %) plus forte que celle des dépenses des ménages (+0,8 %). Cette amélioration reflète une modération de la consommation. La hausse du revenu total (+1,1 %) tient surtout à la forte progression des revenus des travailleurs indépendants (+5,2 %) et des dividendes perçus par les ménages (+53 %), partiellement compensée par la baisse des intérêts reçus (-8,5 %). Les intérêts versés par les ménages ont également reculé (-7,9 %), sous l'effet du repli des taux d'intérêt. [Stats NZ](#)

La Banque centrale veut faciliter l'accès à la propriété

La Banque de réserve néo-zélandaise (RBNZ) a annoncé l'assouplissement, d'ici décembre, de certaines mesures macro-prudentielles ciblant les emprunteurs afin de réduire les exigences nécessaires à l'obtention d'un crédit immobilier. Les primo-accédants achetant un logement avec un apport inférieur à un cinquième de la valeur du bien pourront désormais représenter jusqu'à 25 % des nouveaux prêts, contre 20 % actuellement. Pour les investisseurs, la part maximale passerait de 5 % à 10 % pour les emprunteurs dont le dépôt est inférieur à 30 % de la valeur du bien. Ces quotas, mis en place en 2013, visaient à limiter les prêts risqués. La RBNZ a établi en juillet 2024 une nouvelle limite empêchant les prêts supérieurs à six fois le revenu pour la plupart des emprunteurs et à sept fois pour les investisseurs. Ces nouveaux garde-fous ont réduit la nécessité de maintenir des quotas stricts sur les dépôts, ce qui justifie leur assouplissement. La banque centrale espère encourager la demande sur le marché immobilier. [RNZ](#)

La Nouvelle-Zélande assouplit les conditions d'accès à son visa « Active Investor Plus »

Le gouvernement néo-zélandais a annoncé un assouplissement des critères de son programme de visa pour investisseurs « Active Investor Plus », dans le but d'attirer davantage de capitaux étrangers et de stimuler l'économie nationale. Le visa « Active Investor Plus » permet aux investisseurs étrangers détenant un patrimoine d'au moins 5 M NZD et investissant dans l'économie néo-zélandaise de vivre, travailler et étudier en Nouvelle-Zélande. La réforme a supprimé le critère de langue anglaise, réduit les exigences de jours de présence en Nouvelle-Zélande et abaissé le montant d'investissement minimum. Cette réforme a entraîné une hausse spectaculaire des candidatures, avec près de 370 demandes cette année contre seulement 65

l'an dernier, et représente un potentiel d'investissement supplémentaire de 2,2 Md NZD. Les fonds ainsi générés pourraient bénéficier principalement aux secteurs immobilier, entrepreneurial et des infrastructures, tout en contribuant à renforcer la compétitivité économique du pays. Le gouvernement justifie ces changements par la nécessité de diversifier les sources de financement et de soutenir la croissance, tout en préservant un contrôle sur la qualité et l'impact des investissements étrangers. [Barron's](#)

PACIFIQUE

Croissance de 4,6 % du secteur hôtelier et touristique fidjien au T2 2025

Le secteur hôtelier et touristique fidjien a enregistré une croissance de 4,6 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2025, portant le revenu total à 439 M FJD. Les réservations hôtelières ont progressé de 1,4 %, tandis que le taux d'occupation du parc hôtelier s'est établi à 59,3 %, en hausse de 0,2 point sur un an. L'emploi dans le secteur a également augmenté de 1,4 %, traduisant la poursuite de la reprise économique dans l'industrie touristique. Sur le plan régional, les performances demeurent contrastées : les principales destinations touristiques, notamment Nadi, Lautoka et la Côte de Corail, ont maintenu de bons taux d'occupation, alors que Suva, la Division Nord ainsi que les îles Mamanuca et Yasawa ont enregistré un ralentissement. [Fiji Time](#)

Les Fidji restent sur la liste des juridictions non coopératives en matière de taxation de l'UE

L'Union européenne a mis à jour, le 10 octobre, sa liste de juridictions non coopératives en matière de taxation, répertoriant les paradis fiscaux. La liste reste inchangée à onze pays, dont les Fidji. Le Conseil de l'Union européenne justifie le maintien du pays dans la liste par son manque de participation dans les efforts internationaux pour combattre l'évasion fiscale : Suva n'a pas signé la Convention multilatérale sur l'assistance administrative mutuelle de l'OCDE. Ses régimes de taxation préférentielle sont restés inchangés, malgré les critiques de l'UE. [The Fiji Times](#), [Conseil de l'UE](#)

PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab	Croissance (%)			Solde courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	Taux de chômage (%)	Taux directeur (%)	Inflation (%)
		2024	2024	2024	2025(p)	2026 (p)	2024	2024			
Australie	27,5 (T2 2025)	1 795	65 529	1,0	1,8	2,1	-1,9	50,7	4,5 (Sept-25)	3,6 (Août-25)	2,1 (T2-25)
Nouvelle-Zélande	5,3 (T2 2025)	258	48 839	-0,6	0,8	2,2	-6,1	50,2	5,2 (T2-25)	2,5 (Oct-25)	2,7 (T2-25)

	Population (M)	PIB (Md USD)	PIB/hab (USD)	Croissance (%)			Compte courant (% du PIB)	Dette publique (% du PIB)	IDH (rang mondial)	Inflation (%)
	2024	2024	2024	2024	2025 (p)	2026 (p)	2024	2024	2025	2024
Papouasie-Nouvelle-Guinée	12,5	31,9	2 548	3,8	4,7	3,5	15,2	53,7	160	0,7
Fidji	0,9	6,0	6 466	3,5	3,2	3,1	-7,8	79,1	111	1,3
Îles Salomon	0,8	1,8	2 271	2,5	2,7	2,8	-3,7	22,1	156	5,6
Vanuatu	0,3	1,1	3 159	0,9	1,7	2,8	-15,4	45,3	146	-0,7
Samoa	0,2	1,2	5 573	4,6	2,7	3,2	4,4	25,2	122	0,8
Kiribati	0,1	0,3	2 425	5,3	3,9	3,2	-19,3	9,9	140	2,9
Tonga	0,1	0,6	5 636	2,1	2,7	2,3	-3,8	37,0	92	6,4
Micronésie	0,1	0,5	4 958	0,7	1,0	1,4	1,1	10,9	149	3,0
Îles Marshall	0,04	0,3	7 395	3,0	2,5	4,1	14,0	13,2	108	5,7
Palaos	0,02	0,3	17 889	12,0	4,5	3,3	-22,2	66,3	84	2,3
Nauru	0,01	0,2	13 500	1,6	2,1	1,9	6,2	17,4	124	12,3
Tuvalu	0,01	0,1	5 600	3,1	3,0	2,6	7,3	7,0	129	4,5

Sources: FMI et données nationales

À NE PAS MANQUER !

Le Grand Paris Express fait escale en Australie

Le 21 octobre à Sydney, le Service économique régional organise un événement réunissant des acteurs institutionnels et industriels français et australiens du transport et de l'aménagement urbain, à l'occasion du lancement d'une exposition dédiée au Grand Paris Express, qui se tiendra à Melbourne à la fin du mois de novembre.

Au-delà de la mise en lumière de ce projet d'infrastructure emblématique européen, cette rencontre ambitionne de nourrir un dialogue stratégique entre la France et l'Australie autour de défis partagés : mobilité durable, aménagement des villes, financement et innovation dans les grands projets d'infrastructure de transports.

Cette initiative offrira une plateforme d'échanges concrets entre acteurs publics et privés, afin de renforcer les partenariats et développer de nouvelles opportunités économiques bilatérales dans le secteur.

Événements à venir				
Sydney	20-22 octobre	<u>Ambassade de France</u>	International Mining and Resources Conference & déplacement officiel du Délégué Interministériel aux approvisionnements en minerais et métaux stratégiques (DIAMMS)	<u>Inscrivez-vous ici !</u>
Sydney	21 octobre	<u>Ambassade de France</u>	Grand Paris Express Soft Launch	<u>Inscrivez-vous ici !</u>
Melbourne	21 octobre	<u>FACCI</u>	Tech Industry Series - AI at the Core	<u>Inscrivez-vous ici !</u>
Auckland	23 octobre	<u>FNZCCI</u>	Climate & Sustainability Forum: Decarbonising Transport	<u>Inscrivez-vous ici !</u>
Auckland	23-24 octobre	<u>Délégation de l'Union européenne</u>	EU-NZ Business Summit	<u>Sur invitation. Nous contacter pour plus d'informations.</u>

Nous contacter : ines.abderrahmane@dgtresor.gouv.fr

Vous avez manqué nos dernières brèves ? Retrouvez-les ici

[LinkedIn du SER de Canberra](#)

[Site internet du SER de Canberra](#)

Pour recevoir nos brèves directement dans votre boîte mail, [inscrivez-vous en cliquant ici](#).

Clause de non-responsabilité : Les Brèves économiques du Service économique régional de Canberra, rédigées à partir d'informations publiques, sont à but strictement informatif. Le SER décline toute responsabilité quant à l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elles contiennent.

SER de Canberra

6 Perth avenue Yarralumla, Canberra ACT 2600, AUSTRALIE

Vous avez reçu cet email parce que vous vous êtes inscrit à notre newsletter.

[Se désinscrire](#)